

Tabac et alcool : une ardoise de plusieurs milliards de francs

La Suisse paie un prix élevé pour les addictions au tabac, à l'alcool et aux drogues. Cela représente chaque année un coût de près de 8 milliards de francs pour la société. Un renforcement de la prévention serait utile. *Perina Siegenthaler*

Abbrégé Les addictions reviennent très cher à la société : une étude réalisée sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique évalue leur coût économique à 7,9 milliards de francs pour l'année 2017. Le facteur de coûts le plus important est le tabac (3,9 milliards), suivi par l'alcool (2,8 milliards). Cette estimation comprend les coûts directs liés aux systèmes de santé et de poursuites pénales, ainsi que les coûts indirects liés aux pertes de productivité.

Prenons deux exemples fictifs : Stéphanie Favre, 54 ans, travaille dans l'administration d'une entreprise de déménagement. Son médecin lui ayant diagnostiqué un cancer du poumon cet été, elle est en arrêt-maladie pour plusieurs mois. Maurice Marty, quant à lui, est âgé de 47 ans et exerçait l'activité d'installateur sanitaire jusqu'à un grave accident de la circulation. Au volant en état d'ébriété et en excès de vitesse, il a percuté une barrière de sécurité. Il est lui aussi en arrêt-maladie depuis longtemps.

Mme Favre et M. Marty ont un point commun : une addiction, au tabac pour elle, à l'alcool pour lui. Ces dépendances provoquent non seulement des souffrances aux personnes directement concernées, mais également des coûts énormes. Pour mieux cerner la situation, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a confié au cabinet de recherche et de conseil Polynomics le soin de chiffrer les coûts économiques induits par les dépendances au tabac, à l'alcool et aux drogues pour l'année 2017¹. L'étude a également porté sur les coûts engendrés par l'addiction aux jeux, car les addictions comportementales non liées à des substances ne cessent de gagner en importance. Ce domaine de recherche étant encore relativement jeune, les auteurs de l'étude ont commencé par calculer les coûts de ce type particulièrement connu d'addiction afin de disposer de données sur lesquelles fonder leur analyse.

Pour 2017, les coûts induits par les addictions atteignent 7,9 milliards de francs², dont

plus de la moitié (4,5 milliards) sont des coûts directs, qui concernent principalement le système de santé (3,8 milliards) sous la forme notamment de soins médicaux, de médicaments et d'hospitalisations. Les frais engagés dans le domaine des poursuites pénales pour des infractions liées aux addictions (0,7 milliard) constituent également des coûts directs. Ils correspondent aux dépenses publiques pour la police, la justice et le système d'exécution des peines.

Les 3,4 milliards de francs restants sont des coûts indirects. Ils comprennent les pertes de productivité directes attribuées à la consommation de substances (1,7 milliard), les absences pour cause de maladie (1,5 milliard) et les pertes de productivité imputables aux décès prématurés (0,1 milliard).

Le tabac en tête de liste

Le tabac est à l'origine de près de la moitié des coûts, suivi de l'alcool, puis des drogues et de l'addiction aux jeux³. Les coûts des addictions représentent 1,1% du produit intérieur brut (PIB), soit 927 francs par an et par habitant. Le tabac et l'alcool représentent plus des trois quarts des coûts totaux.

Nous ne disposons pas de statistiques précises sur le nombre de personnes dépendantes en Suisse, car la honte empêche bon nombre d'entre elles de demander de l'aide. Selon des enquêtes réalisées auprès de la population, environ une personne sur cinq âgée de 15 ans et plus présente une consommation d'alcool à risque⁴. Le nombre

de personnes alcoolodépendantes en Suisse est estimé à 250 000⁵. Le pourcentage de fumeurs quotidiens est de 18 %⁶.

Les coûts se ventilent différemment en fonction du type d'addiction. Ainsi, 79 % des coûts occasionnés par le tabac concernent le système de santé, ce qui s'explique par le fait que le tabagisme provoque un grand nombre de maladies non transmissibles comme le cancer du poumon et les maladies respiratoires chroniques ou cardio-vasculaires. En ce qui concerne la consommation d'alcool, ce sont les pertes de productivité qui dominent avec 76 % des coûts. Les pertes directes de productivité causées par la consommation d'alcool au travail avoisinent 1,5 milliard de francs par an. Ces coûts sont principalement liés au « présentisme », soit la diminution de performance due par exemple au fait d'être ivre au travail. Enfin, s'agissant des drogues, 51 % des coûts sont à mettre au compte des poursuites pénales, conséquence directe de l'interdiction d'acheter et de consommer ces substances.

Ce sont les assurances sociales, les collectivités publiques et les employeurs qui supportent la majeure partie des coûts générés par les addictions. À elles seules, les assurances sociales prennent à leur charge 2,9 milliards de francs au titre des coûts de la santé. S'y ajoutent les frais induits par les retraites anticipées en raison d'une addiction, supportés par l'assurance-invalidité (AI, 0,3 milliard). Les collectivités publiques prennent à leur charge 1,6 milliard, dont 0,7 milliard sont liés aux coûts engendrés par les poursuites pénales.

Les coûts occasionnés par des absences de courte durée ou par la réduction des performances au travail sont supportés par les entreprises, tout comme les pertes de productivité induites par les décès prématurés et les absences pour cause de maladie. Il en résulte un coût total annuel de 3,1 milliards de francs pour les entreprises.

1 Fischer et al. (2020).

2 Les coûts des addictions indiqués ici se fondent sur des calculs prudents : des études plus anciennes fondées sur une autre méthode aboutissent à des chiffres plus élevés.

3 Les coûts liés à l'addiction aux jeux n'ont pu être calculés que de façon partielle en raison des données à disposition.

4 Gmel et al. (2017).

5 Kuendig (2010).

6 Gmel et al. (2017).



Les addictions commencent souvent à un jeune âge. Une campagne de prévention à Lausanne.

Les coûts dans le domaine de la santé se ventilent différemment en fonction des addictions et des catégories de personnes. Les différences sont ainsi marquées au niveau des catégories d'âge: ce sont surtout des jeunes qui occasionnent des coûts pour les drogues illégales, les personnes âgées de 35 à 54 ans pour l'alcool et les personnes de 55 ans et plus pour le tabac. Un constat s'impose: quelle que soit l'addiction, les hommes génèrent nettement plus de coûts de santé que les femmes.

Il en va de même pour les pertes directes de productivité, ce qui s'explique toutefois non seulement par le nombre plus élevé de personnes dépendantes de sexe masculin, mais également par le taux d'activité et le niveau de salaires supérieurs des hommes. En outre, deux décès sur trois liés aux addictions et trois quarts des rentes AI allouées pour des dépendances concernent des hommes.

La prévention paie

Les milliards que coûtent les addictions montrent clairement que des mesures de prévention restent indispensables. Une étude de 2010 indiquait que le retour sur investissement pour chaque franc consacré à la prévention était de 41 francs pour le tabac et de 23 francs pour l'alcool⁷. La Suisse a dès lors tout avantage à investir dans la prévention et dans la promotion de la santé.

⁷ Wieser et al. (2010).

La Confédération a ainsi élaboré la «Stratégie nationale Addictions» dans le but de diminuer la prévalence des addictions. Couplée à la «Stratégie nationale Prévention des maladies non transmissibles», cette approche contribue de manière décisive à améliorer la qualité de vie des personnes dépendantes en misant sur des interventions précoces adaptées. Les différentes mesures prises dans le cadre de ces deux stratégies aident entre autres à réduire les coûts directs et indirects des addictions. L'OFSP finance par exemple le site Internet Praticien Addiction Suisse, qui sert notamment de référence aux généralistes et dont le contenu est géré par les réseaux régionaux de médecine de l'addiction. Autre service assuré par l'OFSP en collaboration avec des cantons, des institutions spécialisées dans les addictions et d'autres partenaires, le portail en ligne Safezone.ch propose des consultations gratuites et anonymes aux personnes dépendantes, à leur famille et à leurs proches. L'OFSP présente en outre une vue d'ensemble interactive des faits et des chiffres concernant les addictions et les maladies non transmissibles en Suisse dans le système de monitoring en ligne www.monam.ch.

D'autres mesures, conçues pour des groupes cibles déterminés, ont pour but d'aider les personnes dépendantes à conserver leur emploi et à rester productives. Des activités d'intervention précoce sont ainsi

réalisées pour différentes catégories d'âge et dans différents cadres. L'une des priorités de l'intervention précoce est de promouvoir la formation initiale et continue des spécialistes travaillant étroitement avec les adolescents (travail social en milieu scolaire, animation jeunesse, etc.), pour qu'ils soient capables de repérer les comportements à risque et de réagir de façon appropriée⁸. Les investissements consentis pour améliorer les conditions structurelles, surtout pour les adolescents, revêtent également une grande importance. Enfin, il s'avère judicieux d'apporter un soutien approprié aux familles vulnérables et de veiller à disposer d'un réseau suffisant d'antennes spécialisées dans la dépendance, les comportements à risque étant étroitement liés à l'environnement social.

Le cadre légal exerce lui aussi une influence sur la prévalence des addictions: il est ainsi utile de compliquer l'accès des enfants et des adolescents aux substances engendrant une dépendance et de limiter la publicité qui leur est adressée. Étant donné que les jeunes réagissent fortement aux variations de prix, le relèvement des taxes sur l'alcool et le tabac devrait se traduire par un recul de la consommation.

⁸ OFSP (2019).



Perina Siegenthaler

Collaboratrice scientifique, section Bases scientifiques, Office fédéral de la santé publique (OFSP), Berne

Bibliographie

- Fischer B., Mäder B. et Telser H. (2020). *Volkswirtschaftliche Kosten von Sucht*. Étude réalisée sur mandat de l'OFSP, Polynomics, Olten.
- Gmel G., Kuendig H., Notari L. et Gmel C. (2017). *Monitoring suisse des addictions – Consommation d'alcool, de tabac et de drogues illégales en Suisse en 2016*. Addiction Suisse, Lausanne.
- Kuendig H. (2010). *Estimation du nombre de personnes alcoolodépendantes dans la population helvétique*. Rapport de recherche n° 56, Addiction Suisse, Lausanne.
- OFSP – Office fédéral de la santé publique (2019). *Intervention précoce chez les adolescents*.
- Wieser S. et al. (2010). *Rapport de synthèse – Évaluation économique des mesures de prévention en Suisse*. WIG (ZHAW) et Irene (université de Neuchâtel).